

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 16798
Numéro SIREN : 440 072 643
Nom ou dénomination : 6-24 HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 29/06/2021 sous le numéro de dépôt 82975

6-24 HOLDING
SAS au capital de 11.068 Euros
Siège social : 68 rue Pierre Charron
440.072.643 RCS Paris

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT

DU 27 MAI 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept mai à dix heures,

Le soussigné :

M. Michel DUMONT, né le 30 septembre 1961 à Saint-Josse-Ten-Noode (Belgique), de nationalité belge, et domicilié 81 boulevard Malesherbes à Paris (75008),

Agissant en qualité de « **Président** » de la Société,

Et dûment habilité aux présentes,

A pris les décisions suivantes portant sur :

- le transfert du siège social de la Société ;
- la modification consécutive des statuts ;
- les pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION – TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Conformément aux dispositions de l'Article 4 des statuts, le Président décide de transférer, à compter du 1^{er} juin 2021, le siège social de la Société à l'adresse suivante :

8 rue de Hanovre – 75002 Paris

Et en conséquence décide que l'Article 4 des statuts de la Société sera rédigé ainsi qu'il suit :

« Article 4 – Siège social

Le siège de la Société est : 8 rue de Hanovre– 75002 Paris.

Il peut être transféré partout en France, par simple décision du Président, lequel est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le Président a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile. »

DEUXIEME DECISION – MODIFICATION CONSECUTIVE DES STATUTS

Le Président adopte la nouvelle version des statuts de la Société, telle qu'annexée au présent procès-verbal.

TROISIEME DECISION – POUVOIRS EN VUE DES FORMALITES

Le Président confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie certifiée des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres inhérentes aux décisions adoptées ci-dessus.



Michel Dumont
Président

6-24 Holding

Société par actions simplifiée au capital de 11.068 €

Siège social : 8 rue de Hanovre – 75002 Paris

440.072.643 R.C.S. Paris

STATUTS

Mise à jour du 27 Mai 2021 (Article 4 – Siège social)



Michel Dumont
Président.

Article 1 - Forme

La société 6-24 Holding (ci-après la « **Société** ») a été constituée sous la forme de la société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23 novembre 2001 à Paris.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision unanime des associés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 décembre 2013.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du Livre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale est : **6-24 Holding**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

- Les prestations de services dans le conseil aux entreprises, le suivi de la gestion opérationnelle, financière et commerciale ;
- la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères par tous moyens ;
- la participation active à la conduite et au contrôle de la politique de ses filiales ainsi qu'à la définition de leur stratégie ;
- la mise en place et la prestation de tous services à ses filiales, notamment mais non exclusivement de nature administrative, juridique, comptable, financière ou immobilière ;
- toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 8 rue de Hanovre– 75002 Paris.

Il peut être transféré partout en France, par une simple décision du Président, lequel est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le Président a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

Article 5 - Durée – Année sociale

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Titre II – Capital – Actions

Article 6 - Apports

La description des apports d'origine est décrite dans les statuts d'origine auxquels on voudra bien se référer en cas de besoin.

Le capital a été augmenté d'un montant de mille soixante-huit euros (1.068 €) par décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 2015 lors de la fusion par voie d'absorption de la Société Calyame Participations dans le cadre de laquelle il a été fait apport du patrimoine de cette dernière à la Société 6-24 Holding.

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 9 octobre 2018 a créé une nouvelle catégorie d'actions, les actions de préférence dont les droits particuliers sont décrits à l'article 14 ci-après. La création des actions de préférence a donné lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 228-15 du Code de commerce, et a été décidée par l'assemblée générale extraordinaire sur le rapport du président, du commissaire aux comptes et du commissaire aux avantages particuliers nommé par décision unanime des associés de la Société en date du 24 septembre 2018, remis en date du 1er octobre 2018.

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 9 octobre 2018 a décidé la conversion de 10.009 actions ordinaires appartenant à des personnes dénommées en actions de préférence.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de onze mille soixante-huit euros (11.068 €). Il est divisé en onze mille soixante-huit (11.068) actions de un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Le capital social est divisé en deux catégories d'actions, réparties comme suit :

- 1.059 actions ordinaires ;
- 10.009 actions de préférence.

La catégorie d'actions détenue par un associé fera l'objet d'une mention spéciale dans les comptes individuels d'associés tenus par la Société.

Article 8 - Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon les modalités prévues par la loi.

1) Associé Unique

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'Associé Unique sur rapport du Président de la Société.

L'Associé Unique peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

2) Pluralité d'associés

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Président, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

L'Assemblée peut déléguer au Président et/ou au Directeur Général les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 9 - Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque

versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 - Réduction du capital social

1) Associé Unique

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Associé Unique qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

2) Pluralité d'associés

En cas de pluralité d'associés, la réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Président et/ou au Directeur Général tous pouvoirs pour la réaliser.

En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Dans tous les cas, la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

Article 11 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix de l'associé.

Article 12 - Indivisibilité des actions

En cas de pluralité d'associés, les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un

mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus indigent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions relevant de l'Assemblée Générale Ordinaire où il est réservé à l'usufruitier. En cas de donation de la nue-propiété par un associé se réservant l'usufruit soumise à l'article 787 B du code général des impôts, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Cependant les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 13 - Cession et transmission des actions

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la Société et des tiers par un transfert inscrit sur les registres et dans les comptes de la Société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

Sauf en cas de Transferts Autorisés, le Transfert des Titres à un tiers, à quelque titre que ce soit, est soumis à l'agrément préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour les besoins des présentes :

- Le terme « **Transfert** » signifie : toute opération, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcé, entraînant le transfert de Titres, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, notamment aliénation (par vente, prêt, apport, fusion, donation, location, partage, liquidation de régime matrimonial, échange, licitation, abandon, renonciation, gage, nantissement ou réalisation d'un gage ou nantissement ou par tout autre moyen), exercice, échange, conversion ou démembrement de Titre ou de droits attachés aux Titres, ou toute autre manière ;
- Le terme « **Titre** » signifie : toute action, valeur mobilière ou droit donnant accès immédiatement ou à terme (que ce soit par conversion, droit de souscription, échange ou autrement) à une quotité du capital de la Société, en pleine propriété, en usufruit, ou en nue-propiété, à des droits sur ses résultats ou son boni de liquidation ou des droits de vote dans ses assemblées.
- Le terme « **Transfert Autorisé** » signifie : les Transferts intervenant entre :
 - les associés ; et
 - un associé et une Holding Familiale ;

- Le terme « **Holding Familiale** » signifie : une personne morale ayant son siège social et son activité en Europe, détenue au minimum à soixante-quinze pour cent (75%) par un associé et pour le solde, exclusivement, par son conjoint, enfant et/ou parent au premier degré, et dont le représentant légal est et reste ledit associé, à laquelle cet associé apporte et transmet tout ou partie des Titres de la Société qu'il détient.

En cas de Transfert à un tiers, la demande d'agrément indiquant les noms, prénoms et domicile du cessionnaire, le nombre des Titres dont le Transfert est envisagée et le prix offert, est notifiée par le cédant à la Société par lettre recommandée avec avis de réception.

L'agrément résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande.

Si la Société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, celle-ci est tenue, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir la totalité des Titres dont le Transfert est envisagé à un prix par Titre égal au prix proposé par le tiers, soit par un associé, soit par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital social.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des Titres est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1592 du code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société.

Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois imparti ci-dessus, la totalité des Titres n'a pas été rachetée, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser le Transfert au profit du ou des acquéreur(s), la Société invitera le cédant, huit (8) jours à l'avance, à signer l'ordre de mouvement.

Passé ce délai et si le cédant ne s'est pas présenté pour signer l'ordre de mouvement, le Transfert sera régularisé d'office par déclaration de la Société, sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature de défaillant. Les Titres ainsi transférées le sont avec tous droits y attachés au jour de la notification du refus d'agrément.

Notification du Transfert lui sera faite dans la quinzaine de sa date et il sera invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège social, pour recevoir le prix du Transfert.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les actions de préférence se voient accorder les droits particuliers décrits ci-après, à titre permanent :

A chaque action de préférence sera attaché un droit de vote double pour les besoins de toutes les décisions collectives des associés de la Société.

A l'exception des droits particuliers susmentionnés attachés aux actions de préférence, toutes les actions, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, auront les mêmes droits et disposeront des mêmes droits pécuniaires, et, notamment, donneront le droit de recevoir tout bénéfice mis en distribution, proportionnellement à la quote-part du capital qu'elles représenteront.

Article 14 - Droits et obligations attachés aux actions

1) Sous réserve des droits particuliers attachés aux actions de préférence décrits ci-après, chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la Loi et les statuts.

2) Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relevant de l'Assemblée Générale Ordinaire où il est réservé à l'usufruitier. En cas de donation de la nue-propriété par un associé se réservant l'usufruit soumise à l'article 787 B du CGI, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

3) Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

4) Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

5) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

- 6) Les actions de préférence se voient accorder les droits particuliers décrits ci-après, à titre permanent :

A chaque action de préférence sera attaché un droit de vote double pour les besoins de toutes les décisions collectives des associés de la Société.

A l'exception des droits particuliers susmentionnés attachés aux actions de préférence, toutes les actions, à quelque catégorie qu'elles appartiennent, auront les mêmes droits et disposeront des mêmes droits pécuniaires, et, notamment, donneront le droit de recevoir tout bénéfice mis en distribution, proportionnellement à la quote-part du capital qu'elles représenteront.

Chaque action de préférence sera automatiquement convertie en action ordinaire dans l'hypothèse d'un Transfert de ladite action de préférence au profit d'une personne autre que M. Michel Dumont, Mme Carole Dumont, ou l'un de leurs Affiliés.

Pour les besoins du présent article :

- Le terme « **Transfert** » signifie : toute opération, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcé, entraînant le transfert d'actions, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, notamment aliénation (par vente, prêt, apport, fusion, donation, location, partage, liquidation de régime matrimonial, échange, licitation, abandon, renonciation, gage, nantissement ou réalisation d'un gage ou nantissement ou par tout autre moyen), exercice, échange, conversion ou démembrement d'actions ou de droits attachés aux actions, ou toute autre manière ;
- Le terme « **Affilié** » signifie (i) toute personne morale, de nationalité française ou étrangère, qui est Contrôlée directement ou indirectement par M. Michel Dumont ou Mme Carole Dumont, ainsi que (ii) tout ayant-droit ou héritier en ligne directe de M. Michel Dumont et Mme Carole Dumont, et (iii) toute personne morale, de nationalité française ou étrangère, qui est Contrôlée directement ou indirectement par un ayant-droit ou héritier en ligne directe de M. Michel Dumont et Mme Carole Dumont.
- Le terme « **Contrôle** » signifie le contrôle au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce, que ce contrôle soit exercé directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves ou d'attribution d'actions gratuites, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions de préférence seront elles-mêmes des actions de préférence.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, ou d'émission de valeurs mobilières donnant droit à des actions par conversion, échange, présentation d'un bon ou de tout autre manière, les actions nouvelles obtenues du fait de la détention d'actions anciennes d'une catégorie particulière ou par l'exercice de droits ou bons de souscription attachés aux actions d'une catégorie particulière, seront des actions de cette catégorie particulière avec tous les droits qui y sont attachés, sauf décision contraire des titulaires d'actions de cette catégorie particulière.

En cas de suppression du droit préférentiel de souscription, l'assemblée précisera la catégorie des actions nouvellement émises, les mêmes règles s'appliqueront en cas d'apport en nature comme en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital.

De plus, dans l'hypothèse de regroupement d'actions ou de division de la valeur nominale des actions de la Société (ou autres opérations similaires), les actions attribuées au titre des actions de préférence seront elles-mêmes des actions de préférence.

Les droits particuliers attachés aux actions de préférence ne pourront être à nouveau modifiés que si cette modification est décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés après approbation par l'assemblée spéciale des associés titulaires d'actions de préférence conformément à la loi et aux règlements.

Titre III – Direction et contrôle de la Société

Article 15 - Président

1) La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale. Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'Associé Unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou Dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

2) Le Président assume sous sa responsabilité la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social. Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société, même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffit à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoir qu'il juge nécessaire, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

3) La durée et la rémunération des fonctions de Président sont déterminées par l'Associé Unique ou, en cas de pluralité d'associé, par l'Assemblée Générale Extraordinaire. En outre, le Président aura droit, sur justificatifs, au remboursement des frais engagés dans l'exercice de ses fonctions.

En cas de partie variable de sa rémunération, les modalités de calcul seront fixées par le Comité Stratégique Industrie.

Article 16 - Direction Générale

Sur la proposition du Président, l'Associé Unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire, peut nommer un ou plusieurs directeur(s) général(aux) qui est (sont) obligatoirement une (des) personnes physiques.

1) Le (les) Directeurs Généraux assume(nt) sous sa (leurs) responsabilité(s) la Direction de la Société. Il(s) l'a représenté(nt) dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social. Les décisions des associés limitant ses (leurs) pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le (les) Directeurs Généraux engage(nt) la Société, même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffit à constituer cette preuve.

Le (les) Directeur(s) Général(aux) peut consentir à tout mandataire de son (leur) choix toute délégation de pouvoir qu'il juge nécessaire, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

2) La durée et la rémunération des fonctions de Directeur Général sont déterminées par l'associé ou par l'Assemblée Générale Extraordinaire. En outre, le (les) Directeurs Généraux aura (ont) droit, sur justificatifs, au remboursement des frais engagés dans l'exercice de ses (leurs) fonctions.

En cas de partie variable de sa rémunération, les modalités de calcul seront fixées par le Comité Stratégique Industrie.

Article 17 - Convention entre la Société et la Direction

1) Associé Unique

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et ses dirigeants sont mentionnées au registre des décisions de l'Associé Unique.

2) Pluralité d'associés

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président, l'un de ses Directeurs Généraux, l'un de ses associés, disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10%, ou une société contrôlant un associé, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L.227-10 du code de commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

Article 18 - Comité Stratégique Industrie

18.1 A titre de mesure interne et sans que cela soit opposable aux tiers, il est mis en place un comité stratégique (ci-après le « **Comité Stratégique Industrie** ») chargé d'assurer pour ses filiales et sous-filiales industrielle (ci-après le « **Groupe Industriel** ») les prérogatives suivantes :

- mener une réflexion quant aux orientations stratégiques du Groupe Industrie et aux actions à mener pour assurer son développement ;
- arrêter les décisions à prendre sur les questions ou projets soumis par les filiales du Groupe Industrie ; et
- Contrôler les décisions stratégiques prises au sein du Groupe Industrie (ci-après le « **Contrôle Stratégique** »).

18.2 Le Comité Stratégique Industrie est seul compétent pour fixer les modalités de calcul de la partie variable des rémunérations annuelles des mandataires sociaux de la Société.

18.3 Le Comité Stratégique Industrie est composé de trois (3) membres au moins et de cinq (5) membres au plus. Les membres sont nommés par décision collective des associés ou par l'associé unique qui peut les révoquer à tout moment, sans qu'aucune indemnité ne leur soit due.

Le nombre de membres du Comité Stratégique Industrie ayant atteint l'âge de 75 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Comité Stratégique Industrie en fonction.

Les personnes morales nommées au Comité Stratégique Industrie sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Comité Stratégique Industrie en son nom propre.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

18.4 Durée des fonctions

Les membres du Comité Stratégique Industrie sont nommés pour une durée illimitée.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité Stratégique Industrie peut, entre deux décisions collectives des associés ou de l'associé, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations provisoires effectuées par le Comité Stratégique Industrie sont soumises à ratification de la prochaine décision collective ordinaire des associés ou de l'associé. Le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

18.5 Rémunération des membres du Comité Stratégique Industrie

Les membres du Comité Stratégique Industrie recevront la rémunération sous forme de jetons de présence qui sera jugée appropriée par l'associé unique ou par la décision collective des associés, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'ils encourent dans l'exercice de leurs fonctions pourront leur être remboursés contre remise de justificatifs.

La nature de ces jetons de présence sera assimilée à celle des jetons de présence versés à des membres de Conseil de Surveillance dans les sociétés anonymes à

Conseil de Surveillance et Directoire. Ils n'auront notamment pas le caractère de salaire.

18.6 Bureau du Comité Stratégique Industrie

Le Comité Stratégique Industrie élit parmi ses membres personnes physiques un Président, qui est chargé de convoquer le Comité Stratégique Industrie et d'en diriger les débats, et un Vice-Président qui aura la faculté de remplacer le Président dans ses fonctions en cas d'absence ou d'incapacité.

Ils exercent leurs fonctions pendant la durée de leur mandat de membre du Comité Stratégique Industrie.

Le Comité Stratégique Industrie peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres.

En outre, le Comité Stratégique Industrie peut nommer un censeur (ci-après le « **Censeur** ») qui peut être choisi en dehors de ses membres.

Le Censeur est nommé par décision collective des membres du Comité Stratégique Industrie qui peut le révoquer à tout moment, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due. La durée et l'éventuelle rémunération du Censeur sont déterminées par décision collective des membres du Comité Stratégique Industrie.

Le Censeur, qui ne dispose d'aucune voix délibérative au sein du Comité Stratégique Industrie, n'a qu'un pouvoir consultatif, ce dernier disposant toutefois d'un droit d'information identique à celui des membres du Comité Stratégique Industrie.

18.7 Délibérations du Comité Stratégique Industrie – Procès-verbaux

Le Comité Stratégique Industrie se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre.

Il est convoqué par tous les moyens par le Président.

Toutefois, le Président doit convoquer le Comité Stratégique Industrie à une date qui ne peut être postérieure à quinze (15) jours, lorsque le tiers au moins des membres du Comité Stratégique Industrie lui présente une demande motivée en ce sens.

Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors de ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le Président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Les réunions se tiennent en tout lieu fixé dans la convocation.

En outre, les décisions des membres peuvent être prises par voie de consultation écrite, au moyen de vote par correspondance ainsi que par voie de visioconférence, par voie de télécopie, de rendez-vous téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication, en ce compris par transmission électronique, sous réserve de mettre en place les moyens de preuve des votes émis par ces procédés.

La participation effective de la moitié au moins des membres du Comité Stratégique Industrie est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. La voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage.

Toutefois, les décisions prises au titre du Contrôle Stratégique Industrie doivent être votées à la majorité qualifiée des 4/5 des votes exprimés.

Les délibérations du Comité Stratégique Industrie sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

18.8 Missions et pouvoirs du Comité Stratégique Industrie

Ni le Comité Stratégique Industrie, ni ses membres ne sont investis du pouvoir de représenter, de diriger ou d'engager la Société, sauf mandat spécifique contraire résultant d'une décision des associés. Les membres du Comité Stratégique Industrie exercent leur pouvoir de surveillance concernant la gestion du Groupe Industrie, sans pouvoir de gestion.

Article 19 - Comité Stratégique Services

19.1 A titre de mesure interne et sans que cela soit opposable aux tiers, il est mis en place un comité stratégique (ci-après le « **Comité Stratégique Services** ») chargé d'assurer pour ses filiales 6-24 Consulting, ExpertConsultant, Calyame Participation et 6-14 LBI International (ci-après le « **Groupe Services** ») les prérogatives suivantes :

- mener une réflexion quant aux orientations stratégiques du Groupe Services et aux actions à mener pour assurer son développement ; et
- arrêter les décisions à prendre sur les questions ou projets soumis par les filiales du Groupe Services.

19.2 Le Comité Stratégique Services est composé du ou des mandataire(s) social(aux) de la Société et du ou des mandataire(s) social(aux) des sociétés du Groupe Services.

Les personnes morales membres du Comité Stratégique Services sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Comité Stratégique Services en son nom propre.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

19.3 Bureau du Comité Stratégique Services

Le Comité Stratégique Services élit parmi ses membres personnes physiques un Président, qui est chargé de convoquer le Comité Stratégique Services et d'en diriger les débats, et un Vice-Président qui aura la faculté de remplacer le Président dans ses fonctions en cas d'absence ou d'incapacité.

Ils exercent leurs fonctions pendant la durée de leur mandat de membre du Comité Stratégique Services.

Le Comité Stratégique Services peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres.

19.7 Délibérations du Comité Stratégique Services – Procès-verbaux

Le Comité Stratégique Services se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre.

Il est convoqué par tous les moyens par le Président.

Toutefois, le Président doit convoquer le Comité Stratégique Services à une date qui ne peut être postérieure à quinze (15) jours, lorsque le tiers au moins des membres du Comité Stratégique Services lui présente une demande motivée en ce sens.

Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors de ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le Président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Les réunions se tiennent en tout lieu fixé dans la convocation.

En outre, les décisions des membres peuvent être prises par voie de consultation écrite, au moyen de vote par correspondance ainsi que par voie de visioconférence, par voie de télécopie, de rendez-vous téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication, en ce compris par transmission électronique, sous réserve de mettre en place les moyens de preuve des votes émis par ces procédés.

La participation effective de la moitié au moins des membres du Comité Stratégique Services est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. La voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage.

Les délibérations du Comité Stratégique Services sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

19.8 Missions et pouvoirs du Comité Stratégique Services

Ni le Comité Stratégique Services, ni ses membres ne sont investis du pouvoir de représenter, de diriger ou d'engager la Société, sauf mandat spécifique contraire résultant d'une décision des associés.

Comme évoqué ci-avant, le Comité Stratégique Services exerce les prérogatives suivantes :

- mener une réflexion quant aux orientations stratégiques du Groupe Services et aux actions à mener pour assurer son développement ; et
- arrêter les décisions à prendre sur les questions ou projets soumis par les filiales du Groupe Services.

Article 20 - Information des salariés

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L. 2323-66 et L. 2323-67 du code du travail.

Article 21 - Commissaires aux comptes

La Société, si elle remplit les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, doit obligatoirement désigner au moins un commissaire aux comptes titulaire. Même si elle ne remplit pas ces conditions, la Société peut être pourvue d'un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes titulaire(s), sur décision de l'Associé Unique ou par décision collective des associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Titre IV – Décisions collectives

A- Associé Unique

Article 22 - Décision de l'Associé Unique

Toutes les décisions qui doivent être prises collectivement dans les sociétés pluripersonnelles relèvent de la compétence exclusive de l'Associé Unique, sur proposition du Président. Elles concernent :

- Les modifications du capital social ;
- La fusion, la scission ou un apport partiel d'actifs de la Société ;
- La transformation de la Société en société d'une autre forme ;
- la nomination et la révocation du Président et du ou des éventuels directeurs généraux et directeurs généraux ;
- La nomination des commissaires aux comptes ;
- L'agrément de tout cessionnaire d'actions ;
- L'arrêté des comptes annuels et l'affectation du résultat ;
- L'approbation des conventions visées à l'article 17 des présents statuts ;
- L'extension ou la modification de l'objet social ;

- La dissolution de la Société ;
- La prorogation de la Société ;
- La rémunération des dirigeants ;
- La nomination, rémunération et révocation des membres du Comité Stratégique Industrie ;
- l'adoption ou la modification des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toutes cessions d'actions, ou à l'exclusion d'un associé ;
- et plus généralement, toute décision ayant pour effet de modifier, directement ou indirectement les statuts de la Société sauf en cas d'application de l'article 4 des présents statuts.

Ces décisions de l'Associé Unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé spécialement destiné à cet effet.

Toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'Associé Unique sont de la compétence du Président et font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé spécialement destiné à cet effet.

B- En cas de pluralité d'associés

Article 23 - Assemblées Collectives

En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les associés, mêmes absents, dissidents ou incapables.

Article 24 - Convocation et réunion des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 25 - Admission aux Assemblées - Pouvoirs

1) Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2) Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée. Par ailleurs, les décisions collectives peuvent résulter d'une consultation écrite, d'une téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle) ou du consentement des associés, à la majorité requise, exprimé dans un acte.

3) Un associé peut se faire représenter par toute personne de son choix justifiant d'un mandat.

Article 26 - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

1) L'Assemblée d'associés

Les associés se réunissent sur la convocation du Président au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. L'Assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'Assemblée. Il est signé une feuille de présence.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations.

2) Délibérations par consultation écrite

En cas de délibération par voie de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par télécopie, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision;

- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, par télécopie à l'adresse indiquée, et, à défaut au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans un délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés dans les archives sociales.

3) Délibérations par voie de téléconférence (téléphoniques ou audiovisuelles)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la délibération ou le lendemain au plus tard, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance portant :

- l'identité des associés votant, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;
- celle des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement une copie par télécopie ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votant en retournent une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre moyen. En cas de pouvoir, une preuve des pouvoirs est également envoyée le jour même au Président, par télécopie ou tout autre moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessous sont conservées au siège social.

4) Acte signé par tous les associés

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement exprimé dans un acte signé par tous les associés.

Article 27 - Quorum - Vote

1) Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2) Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Article 28 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Président et/ou des Directeurs Généraux qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les associés présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 29 - Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider, notamment, la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est également seule compétente pour :

- Nommer, révoquer le Président, éventuellement les autres dirigeants ; fixer l'étendue de leurs fonctions, la durée de leur mandat, ainsi que leur rémunération ; et
- Agréer un Transfert d'actions à un tiers tel que visé à l'article 13.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les associés présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Article 30 - Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la Loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi et les règlements.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation des Associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations permettant aux Associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Titre V – Exercice social – Comptes sociaux – Affectation et Répartition des bénéfices

Article 31 - Exercice social

L'exercice social est défini à l'article 5.

Article 32 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux Lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1^{er} du code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 33 - Affectation et Répartition des bénéfices

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la Loi. Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 34 - Mise en paiement des dividendes

1) Associé Unique

L'Associé Unique peut opter pour le paiement d'un dividende ou d'un acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par lui.

2) Pluralité d'associés

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Président.

Toutefois, et dans tous les cas, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital – Transformation – Dissolution - Liquidation

Article 35 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter l'Associé Unique ou, en cas de pluralité d'associés de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Associé Unique ou en cas de pluralité d'associés de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 36 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution judiciaire prévue par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Associé Unique ou, en cas de pluralité d'Associés, de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Associé Unique ou, en cas de Pluralité d'Associés, par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Cette Assemblée Générale Extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Associé Unique ou, en cas de Pluralité d'Associés, L'Assemblée Générale des Associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Titre VII – Contestation

Article 37 - Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les Associés, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises aux Tribunaux compétents.